

## OUVERTURE À BRUXELLES DU SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

# Les agences de notation hâtent le sacre, en Belgique, de Di Rupo 1<sup>er</sup> et somment l'Europe de tripatouiller les traités

**La Belgique, siège des institutions européennes et de l'Otan, ne pouvait pas se permettre d'abriter le sommet, ce sommet de tous les dangers, par un gouvernement en affaires courantes. Les Belges, rois du compromis, ont donc intronisé Elio Di Rupo. Demain donc, s'ouvre le sommet.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Le patron des socialistes francophones, wallon, fils d'immigrés italiens, a donc, après un an et demi de tractations, trouvé la formule pour bricoler un exécutif. L'équipe Di Rupo, Papillon, regroupe les socialistes, les chrétiens-démocrates et les libéraux tant du Nord (néerlandophone) que du Sud (francophone). Pour autant, le royaume de Belgique, qui doit une fière chandelle à Albert II, le roi, pour sa sagesse et son sens de la raison d'Etat, et à Elio, appelé, ici, Di Rupo 1<sup>er</sup> parce qu'il a composé une équipe dans un pays éclaté, profondément divisé, tourmenté par les tensions communautaires et de surcroît dégradé d'une note par les agences de notation qui l'ont installé en attente néga-

tive. Demain donc, c'est une Belgique sauvée in extremis par le compromis mais malade qui accueillera les décideurs de l'Union européenne. Manque de chance, à la veille du conclave, les agences, ces empêcheuses de mentir en rond, ont menacé de dégrader l'ensemble des pays qui ont l'euro en commun. Y compris, l'Allemagne, la Grande Allemagne, la vertueuse Allemagne, le bon élève, le bûcheur, l'exemple à suivre, l'as de l'orthodoxie financière, des réductions des déficits et des équilibres monétaires, Berlin qui sait ce que euro veut dire.

Le coup est d'autant plus dur à supporter par les Germains que la plupart d'entre eux (60% selon un dernier sondage) estiment, à juste raison, d'ailleurs, que si leur pays a perdu de son crédit — au sens propre comme au sens imagé — c'est à cause de son attelage avec Bruxelles.

Angela Merkel, chancelière dame de fer, a donc informé son collègue français que lors de la messe de demain, seule une décision de révision des traités européens, permettant de châtier les cancre, peut apaiser la colère des Allemands, des marchés et des agences de notation. N. Sarkozy, pris à la gorge, n'a pas le choix. La France, son pays, menacé de dégringoler non pas d'un mais de deux rangs par Standart and Poors et à la veille d'une élec-

tion cruciale pour lui et pour son camp, tente, tant bien que mal, de passer les oukazes allemands pour des accords entre les deux pays, un consentement mutuel du couple moteur de la construction européenne, l'énigmatique couple franco-allemand.

S'ouvre, demain, à Bruxelles un curieux sommet. Quinze des pays de la zone euro menacés de rétrogradation, seules Chypre et la Grèce ne sont pas citées parce que cliniquement mortes, ne présentent aucun intérêt à être notés. Ils sont, d'un mot, hors système, endettés jusqu'au cou et, tout le monde le sait, incapables de rembourser le moindre euro à qui que ce soit. Les autres, désargentés, démunis et impatients de rejoindre la zone euro (l'UE compte 27 pays dont seule-

ment 17 sont en zone euro) alors que personne ne veut les y accueillir et un troisième groupe de pays, certes, en Euroland, mais n'ayant pas droit à la parole parce que englués dans la crise et confondus formellement de triche (Grèce, Chypre, Portugal), de gestion hasardeuse (Espagne, Irlande) ou de négligences graves (Italie).

Le noyau fondateur de l'Europe (Allemagne, France, Italie plus le Benelux - Belgique, Pays-Bas et Luxembourg-) sera, c'est certain, le premier cercle autour duquel travaillera l'Allemagne pour sauver l'euro. A des conditions dures, drastiques. Est-ce, sera-ce possible de l'endosser par la France et, surtout, par l'Italie ? Pas sûr.

L'Euro entre dans la tourmente.  
A. M.

### MOSCOU

## Des forces spéciales en renfort avant une nouvelle manifestation

**Des forces spéciales du ministère russe de l'Intérieur sont arrivées en renfort hier à Moscou après une manifestation massive la veille contre le résultat des législatives de dimanche et avant un nouveau rassemblement d'opposants prévu dans la soirée. Le président Dmitri Medvedev a, par ailleurs, rejeté les critiques d'organisations occidentales sur le déroulement du scrutin remporté par le parti au pouvoir Russie unie.**

«Qu'elles surveillent les élections, les violations (des règles de procédure, ndlr), c'est une chose, mais l'état du système politique, ce n'est pas leur affaire», a déclaré M. Medvedev, après que la mission d'observateurs de l'OSCE a parlé la veille de «bourrage d'urnes», mais aussi une trop grande proximité entre l'Etat et le parti.

Intervenant au cours d'un Conseil ministériel de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) à Vilnius, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait auparavant estimé que les élections en Russie n'avaient été «ni libres ni équitables».

A Moscou, plusieurs unités des forces spéciales, notamment de la division d'élite Dzerjinski, ont été mobilisées pour assurer le maintien de l'ordre, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police de la capitale. Un journaliste de

l'AFP a vu hier une dizaine de ces camions garés sur le boulevard périphérique qui ceinture la centre-ville. Une autre journaliste a vu au total une quarantaine de véhicules — camions militaires remplis de soldats, cars de police, fourgons cellulaires — dans un autre quartier du centre.

Les forces de l'ordre ont tenté de relativiser la portée de ces informations, indiquant qu'un régime de sécurité renforcée était appliqué à Moscou pendant les élections et jusqu'à la publication des résultats définitifs, et que l'arrivée de ces camions s'inscrivait dans le cadre de la rotation des effectifs. Les troupes spéciales arrivées dans la capitale «n'ont qu'un seul but : assurer la sécurité des citoyens», a déclaré le lieutenant-colonel Vassili Pantchenkov, interrogé par l'agence de presse Interfax. La police de Moscou a adressé

hier une mise en garde à tous ceux qui seraient tentés de participer aux manifestations interdites par les autorités. Ceux qui tentent de mener de telles actions doivent comprendre qu'ils seront interpellés et devront en répondre devant la loi», a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Un rassemblement non-autorisé, à l'appel de sympathisants de l'opposition lancé sur les réseaux sociaux, est prévu pour vers 19h (15h GMT) sur la place Trioumfalnaïa, dans le centre de Moscou, sous le slogan «Nous sommes contre Russie unie !». Plus de 5 000 personnes ont répondu à l'appel sur le réseau social russe VKontakte.ru. Une autre manifestation d'opposants est également prévue dans la soirée à Saint-Petersbourg, deuxième ville du pays. Par ailleurs, une manifestation — celle-ci autorisée — à l'appel du mouvement de jeunes partisans du Kremlin Nachi sur la place Pouchkine, au cœur de Moscou, a réuni dans l'après-midi environ 2 000 participants. Ceux-ci ont contesté qu'il y ait eu des irrégularités dans le scrutin de dimanche remporté par le parti Russie unie de Vladimir Poutine, d'après l'agence de presse RIA Novosti. Lundi, une manifestation de l'opposition — d'une ampleur sans pré-

cédent ces dernières années — avait rassemblé sous une pluie battante à Moscou quelque 2 000 personnes, selon la police, 10 000 selon les organisateurs. La mobilisation a été beaucoup plus forte que d'habitude, les manifestations d'opposants — souvent dispersées sans ménagement par la police — ne rassemblent depuis des années qu'un noyau de militants déterminés. «La Russie sans Poutine !», «Poutine doit aller en prison !», ont scandé les manifestants, pour la plupart des jeunes mobilisés via les réseaux sociaux.

A l'issue de cette manifestation, plus de 300 personnes ont été interpellées, parmi lesquelles le blogueur dénonçant la corruption Alexei Navalny, et un dirigeant d'un mouvement de l'opposition libérale, Solidarnost, Iliia Iachine.

Ce dernier a été condamné hier à 15 jours de prison pour refus d'obtempérer. D'autres opposants, dont M. Navalny, encourrent la même peine.

C'est la même sentence qui avait été prononcée en janvier par un tribunal de Moscou à l'encontre de deux autres leaders de l'opposition russe, l'ex-vice Premier ministre Boris Nemtsov et l'écrivain Edouard Limonov, pour avoir participé à une manifestation non autorisée contre le pouvoir.

### IRAK

## Des millions de pèlerins chiïtes célèbrent l'Achoura

**Des millions de chiïtes ont commémoré hier dans la ville sainte de Kerbala le martyr d'Hussein, petit-fils de Mahomet, dans un climat alourdi par une série d'attentats qui a fait plusieurs dizaines de morts lundi en Irak.**

L'Achoura, l'une des plus importantes célébrations chiïtes, commémore la mort de Hussein, troisième imam du chiïsme, tué en 680 à Kerbala (110 km au sud de Bagdad) dans des luttes pour le leadership après la mort du fondateur de l'islam. Hussein et son demi-frère Abbas ont été tués par les troupes du calife omeyyade Yazid lors d'une bataille dans le désert de Kerbala.

Les célébrations, qui avaient commencé il y a dix jours, se sont achevées hier en début d'après-midi avec une reconstitution par des acteurs de la fin de la bataille, lors de laquelle les soldats de Yazid mettent symboliquement le feu à la «tente de Hussein» érigée près du mausolée où repose son corps.

Comme chaque année, des milliers de fidèles vêtus de noir et réunis en processions dans une immense ferveur religieuse se sont frappé la poitrine en cadence ou flagellé le dos à l'aide de chaînes.

Certains se sont entaillé le front avec des épées, laissant couler le sang sur leurs vêtements.

Les drapeaux rouges flottant habituellement sur le site ont été échangés hier contre des drapeaux noirs en signe de deuil.

«Le nombre de visiteurs venus à Kerbala pour commémorer l'Achoura a atteint environ 3 millions de personnes», a déclaré à l'AFP le gouverneur de la province, Amal Eddine al-Her. L'année dernière, leur nombre avait été estimé à environ 2 millions.

Les chiïtes représentent 15% des musulmans dans le monde et sont majoritaires en Irak.

Pour la deuxième année consécutive, la sécurité était assurée par les forces de l'ordre irakiennes. Les années précédentes, les soldats américains n'étaient déjà plus sur le terrain pour l'Achoura, mais en assuraient la surveillance aérienne.

Selon le général Othman al-Ghanimi, du centre du commandement des opérations en charge de la région de Kerbala, 28 000 policiers et militaires ont été déployés pour assurer la sécurité de l'événement, pour laquelle ils ont aussi utilisé des hélicoptères. Mais ce dispositif ne concerne que Kerbala et sa région, et des pèlerins chiïtes réunis dans d'autres villes ont été visés. Lundi, une série d'attentats à la bombe dans les

villes de Bagdad, Hilla et Latifiya a fait au moins 29 morts et près de 80 blessés. Le représentant de l'ONU en Irak, Martin Kobler, a condamné des «attentats horribles» dans un communiqué.

Selon une source policière, deux obus de mortiers se sont, par ailleurs, abattus hier matin sur une mosquée chiïte de Kirkouk (nord), tuant un policier et blessant huit autres personnes.

L'Achoura est considérée comme un événement fondateur du chiïsme et à ce titre, ses célébrations ont souvent donné lieu à des attaques de la part de militants extrémistes sunnites en Irak.

En mars 2004, des attentats quasi-simultanés avaient fait 170 morts et 465 blessés dans une mosquée chiïte de Bagdad et à Kerbala.

Cette année, un attentat a également frappé une procession de l'Achoura à Kaboul en Afghanistan, tuant au moins 54 personnes.

Après l'invasion américaine de 2003, l'Irak a connu des années d'intenses violences interconfessionnelles qui ont fait des milliers de morts. La violence a diminué depuis mais les attaques restent fréquentes. L'inquiétude sur la stabilité et la sécurité à venir du pays est alimentée par le départ imminent des forces américaines, actuellement dans sa dernière phase.

### MAROC

## La contestation prête au dialogue avec le Premier ministre désigné sous conditions

Le Mouvement du 20 février, qui revendique des réformes politiques radicales au Maroc, s'est dit prêt hier à dialoguer avec le nouveau chef islamiste du gouvernement, Abdelilah Benkirane, tout en posant des conditions.

«Nos conditions sont la libération des prisonniers politiques, l'ouverture des dossiers liés à la corruption, la liberté de la presse et le renforcement des libertés individuelles», a déclaré à l'AFP Najib Chaouki, un des responsables du mouvement contestataire. «Si ces conditions sont réunies, le dialogue avec M. Benkirane sera ouvert et public», poursuit-il. «Nous avons perdu confiance dans le régime politique marocain, a poursuivi M. Chaouki, mais nous sommes prêts à dialoguer avec le nouveau chef du gouvernement sous conditions.» Lors d'une rencontre avec la presse au lendemain de la victoire de son Parti justice et développement (PJD, islamiste modéré) aux législatives du 25 novembre, son chef Abdelilah Benkirane, depuis désigné Premier ministre par le roi, s'est dit disposé à discuter immédiatement avec les jeunes du Mouvement. «S'ils disent des choses sérieuses, il faut les écouter. Si un seul Marocain a des choses sérieuses à dire, il faut l'écouter. Eux (dans le Mouvement du 20 février, ndlr), ils sont des milliers.» Le PJD n'est pas associé au mouvement de contestation, qui comporte des islamistes radicaux et des partis de gauche.

Après la victoire du PJD, qui a obtenu 107 sièges au Parlement sur 395, le Mouvement du 20 février a continué à manifester par milliers dans les grandes villes du royaume, notamment à Casablanca (la capitale économique) et Tanger (nord).